



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

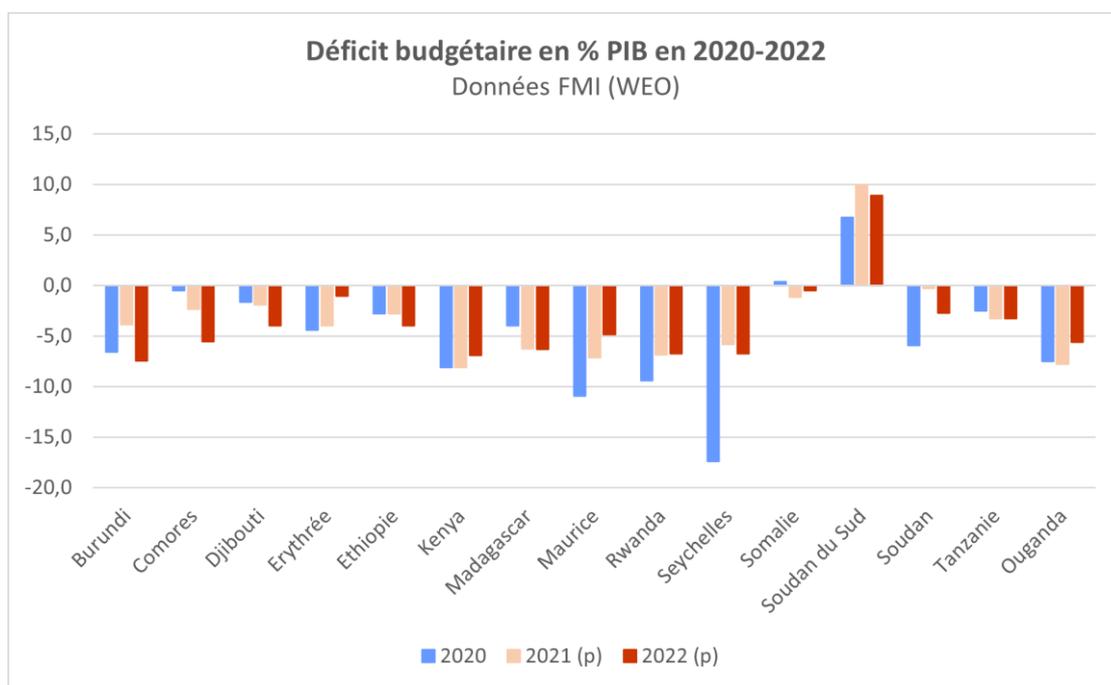
UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

5 Mai 2022

## ❖ Révisions des prévisions de déficits budgétaires des pays de l'AEOI par le FMI

Dans sa dernière publication du *World Economic Outlook* (WEO) d'avril 2022, le Fonds Monétaire International (FMI) a revu ses prévisions des déficits budgétaires des pays de l'AEOI. **Pour l'année 2021, les plus importantes réductions s'observent pour les Seychelles (+ 5,7 % par rapport à la prévision d'octobre 2021 pour s'établir à - 5,8 % du PIB), le Burundi (+ 3,3 % ; - 3,9 % du PIB) et le Soudan (+ 2,6 %, - 0,3 % du PIB).** Les PIB de ces trois pays pour l'année 2021 sont respectivement estimés à 1,5 Md USD, 3,3 Mds USD et 35,2 Mds USD.

Selon ces mêmes prévisions, **le pays de la zone qui aurait le déficit budgétaire en part du PIB le plus important en 2022 serait le Burundi (- 7,4 %, contre - 3,9 % en 2021), suivi du Kenya (- 6,9 %) et du Rwanda (- 6,8 %).** Le FMI prévoit, pour chacun de ces pays, un PIB respectif de 3,4 Mds USD, 114,7 Mds USD et 12,1 Mds USD en 2022.



## 🍷 Burundi

**Le prix du carburant augmente, une hausse qui se répercute sur le coût des transports en commun**

Dans un communiqué publié le 28 avril, le ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines, a annoncé une hausse des prix du carburant, la deuxième en trois mois, en raison des conséquences de la guerre en Ukraine dans une économie déjà fragilisée par le Covid-19. Cette nouvelle augmentation fait suite à la pénurie de carburant qu'a connu le pays ces derniers jours. Alors que le litre d'essence était à 2 400 BIF (1,2 USD) à Bujumbura avant janvier puis de 2 700 BIF (1,3 USD) après la première hausse des prix, il est désormais à 3 250 BIF (1,6 USD). Il faudra également déboursier 3 150 BIF (1,5 USD) pour un litre de pétrole contre 2 450 BIF (1,2 USD) après la première hausse. La hausse du prix des carburants se répercute également sur le coût des transports en commun, puisque le ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme a annoncé ce mardi une augmentation de leur coût et ce pour la deuxième fois. Après être passé de 400 à 450 BIF le 9 février (0,20 USD à 0,22 USD), le coût du ticket de transport à Bujumbura est désormais de 550 BIF (0,27 USD).

## 🍷 Comores

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Djibouti

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Erythrée

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Ethiopie

**Signature d'un MoU pour les services de maintenance, de réparation et de révision (MRO)**

*Ethiopian Airlines Group (EAG)*, a signé un protocole d'accord tripartite avec *UTD Aviation Solutions* et l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), pour entériner leur intention de travailler ensemble sur les services de maintenance, de réparation et de révision (MRO) conformément à la *Brown Condor Initiative (BCI)*. Conceptualisé en 2020 et officiellement lancé en mai 2021, le projet BCI vise à fournir une plateforme aux membres de l'AFRAA pour soulager le resserrement de la main-d'œuvre MRO aux États-Unis. Cet accord permettrait d'élargir la clientèle d'EAG aux clients du Moyen-Orient, d'Europe et des Amériques. *Ethiopian MRO Services* est actuellement le plus grand fournisseur de services MRO en Afrique.

**Le FMI prévoit 3,8 % de croissance du PIB en 2021/2022**

Le FMI a publié son *World Economic Outlook* d'avril 2022 dans lequel le Fonds met à jour ses prévisions pour l'Éthiopie. Après avoir atteint 6,3% en 2020/2021, le taux de croissance chuterait à 3,8% en 2021/2022 avant de repartir à 5,7% en 2022/2023. L'inflation en moyenne annuelle accélérerait à 26,8% en 2021/2022 puis 34,5% en 2022/2023. Après avoir diminué de 8,1% en 2020/2021, les volumes d'exportations de biens et services augmenteraient de 3,1% en 2021/2022. Le déficit public demeurerait contenu en-dessous de 3% en 2021/2022 (2,8%) mais atteindrait 4,0% en 2022/2023. Le compte courant enregistrerait un déficit de 3,2% du PIB en 2021/2022 puis de 4,5% en 2022/2023.

## Kenya

### L'inflation continue d'augmenter, portée par la hausse des prix des biens alimentaires

Pour le 2<sup>ème</sup> mois consécutif, l'inflation s'inscrit en hausse en avril, de 6,5% en glissement annuel (g.a) et de 1,7% en glissement mensuel (g.m) selon l'Institut national de statistiques du Kenya (KNBS), contre 5,6% le mois dernier. Cette augmentation est principalement due à une hausse des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (+12,2% en g.a ; +3,0% en g.m), de l'ameublement, équipement ménager et entretien courant des ménages (+7,2% en g.a ; +0,7% en g.m), les transports (+6,9% en g.a ; +2,8% en g.m) et le logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+5,5% ; +0,7%). Par rapport au mois dernier, le prix des pommes de terre, du lait de vache et de la farine blanche ont respectivement augmenté de 10,2%, 6,3% et 6,1%. La hausse de l'inflation du secteur des transports s'explique par l'augmentation des prix de l'essence et de diesel, de +7,3% et +8,5% entre mars et avril 2022, et de +17,6% et +16,4% en g.a. Cette hausse pourrait inciter la Banque centrale du Kenya de relever son taux d'intérêt directeur le 30 mai, l'inflation se rapprochant de la limite supérieure de sa fourchette cible de 5,0% +/- 2,5%.

### Le Président annonce une hausse du salaire minimum de 12% en réponse à la hausse de l'inflation

Le président Uhuru Kenyatta a annoncé dimanche, lors de la fête du travail, une hausse du salaire minimum de 12% pour soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs affecté par la hausse de l'inflation, qui résulte principalement de l'augmentation des prix des biens alimentaires et des carburants en raison de la guerre en Ukraine. Le salaire minimum kenyan, inchangé depuis quatre ans à 13 500 KES (116,4 USD) par mois, est ainsi passé depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022 à 15 120 KES (130,4 USD) par mois. La requête avait

été émise par la *Central Organisation of Trade Unions* (COTU), principale organisation syndicale du pays, qui demandait une augmentation du salaire minimum de 40%, révisée à 23% après des discussions avec la *Federation of Kenya Employers* (FKE) qui considérait qu'une telle mesure nuirait à la compétitivité de l'économie kenyane. Toutefois, la hausse du salaire minimum concerne les travailleurs du secteur formel, qui d'après les données de l'Institut national des statistiques du Kenya (KNBS) ne concentraient que 16,6% des emplois au 30 juin 2020. De plus, les modalités de mise en œuvre et de financement (par le gouvernement ou par les employeurs) de cette réforme restent encore inconnues à ce jour.

## Madagascar

### La Banque centrale relève les taux de facilité de dépôt à 6% et de prêt marginal à 8%

A l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 28 avril 2022, la Banque centrale malgache (BFM) a décidé de modifier le corridor des taux d'intérêts en relevant le taux des facilités de dépôt de 4,1% à 6,0% et celui des facilités de prêt marginal de 7,2% à 8,0%. Le coefficient des réserves obligatoires unique demeure inchangé à 13,0%. Elle motive sa décision par les pressions inflationnistes générées par la guerre en Ukraine notamment sur les prix mondiaux des produits d'alimentation et des hydrocarbures, révisant à la hausse ses prévisions d'inflation pour fin 2022 de 6,4% à 8,0%.

## Maurice

### Le groupe *Leal* étend ses activités à la Réunion

Le groupe mauricien *Leal* devrait renforcer ses activités à La Réunion en reprenant la

distribution des marques du groupe britannique *Diageo* (leader mondial des spiritueux et bières) qui y génèrent un chiffre d'affaires annuel de 18 MEUR. Déjà détenteur de cette licence à Maurice, cette extension permettra au groupe de consolider régionalement sa présence dans la distribution de boissons. Importateur historique du secteur automobile, le groupe familial est déjà implanté à La Réunion où il est leader du segment des véhicules *premiums* grâce aux concessions *BMW* et *Mini*, et distributeur des produits *Apple* à travers la société *iShop*.

## **Ouganda**

### Les députés demandent 124,2 MUSD pour l'extension de l'aéroport d'Entebbe

La commission parlementaire sur les infrastructures demande au gouvernement de débloquer 124,2 MUSD (440 Mds UGX) pour commencer la deuxième phase de modernisation et d'expansion de l'aéroport international d'Entebbe. Le président de la commission, David Karubanga, a déclaré que l'Autorité de l'aviation civile de l'Ouganda (UCAA) a réalisé près de 80 % de la première phase du projet, qui devrait se terminer en décembre 2022. Une fois les fonds débloqués, la deuxième phase permettrait l'installation de feux pour une piste, la construction d'un parking à étages, l'extension du nouveau terminal passagers de 10 000 m<sup>2</sup> supplémentaires et de deux pistes pour accueillir les gros porteurs de 290 à 370 sièges comme le Boeing 77-300 et l'Airbus A340-600. Le projet s'inscrit dans le plan directeur national de l'aviation qui vise à améliorer la capacité de l'aéroport afin de traiter un nombre croissant de passagers et de marchandises. D'ici 2033, l'aéroport devrait accueillir 6 millions de voyageurs (contre un million aujourd'hui) et stocker 172 000 tonnes métriques de fret par an. Le coût total de ce

projet qui devrait améliorer la connectivité du pays et accélérer les échanges de l'Ouganda avec le reste du monde est estimé à 338,7 MUSD. Mais à mesure que le retard survient, l'endettement du pays pour l'aéroport et d'autres projets pèse sur la crédibilité du projet pour lequel l'Ouganda a contracté un prêt de 200 MUSD avec *EXIM Bank of China* en 2015.

### La Banque mondiale propose des axes pour le développement du pays

La Banque mondiale (BM) a indiqué lors de la mise à jour quinquennale du *Systematic Country Diagnostic (SCD)* que les incertitudes liées à la pandémie et au conflit en Ukraine perturbent les chaînes d'approvisionnement, le marché du tourisme, la productivité et les *remittances*, menant à une révision à la baisse de la perspective de croissance positive du pays. Depuis le SCD de 2015, certains progrès économiques ont toutefois été réalisés. L'économie ougandaise a ainsi connu une réduction de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture (-9 points de pourcentage), un décollage de la production industrielle (agroalimentaire), une expansion du secteur tertiaire et un meilleur accès aux technologies numériques. D'après la BM, le gouvernement pourrait utiliser les solutions innovantes existantes pour développer les capacités institutionnelles des collectivités locales, renforcer l'engagement des citoyens et l'utilisation des technologies numériques pour améliorer la prestation de services. Les gains en matière de réduction de la pauvreté ont été érodés par le Covid-19 à travers les fermetures d'entreprises, les licenciements dans l'industrie et les services, le ralentissement rapide de l'activité et l'exode agricole de la main d'œuvre. La BM propose sept domaines prioritaires pour accélérer une transformation économique durable et inclusive du pays : la stabilité macro-fiscale, la gouvernance et la prestation de services, le développement du capital humain et l'autonomisation des femmes, la croissance

verte, l'urbanisation durable et la résilience, la commercialisation agricole et la compétitivité du secteur privé.

## La Banque centrale d'Ouganda met en garde contre l'utilisation des crypto-monnaies

La Banque centrale d'Ouganda (BoU) a mis en garde les Ougandais sur l'utilisation des crypto-monnaies pour les transactions commerciales. Elle affirme n'avoir délivré aucune licence pour les services de vente ou de commercialisation des crypto-monnaies. Selon le directeur du système national de paiement, Andrew Kawere, la BoU a constaté que certaines entités proposaient des services illégaux pour la conversion de crypto-monnaies en argent mobile et vice versa, et déclaré que toute personne ou entité impliquée dans le commerce de ces crypto-monnaies ferait face à de sévères sanctions. L'Ouganda abrite un certain nombre de sociétés de crypto-monnaies, bien que le gouvernement n'ait pas officiellement reconnu la monnaie comme légale dans le pays. Cet avertissement s'inscrit directement dans les activités de la BoU en tant que contrôleur des UGX et de la politique monétaire en Ouganda. Les perspectives sur le marché de la crypto-monnaie en Ouganda semblent s'assombrir, même s'il n'est pas impossible que la BoU agisse et encadre, dans une prochaine intervention, ce marché.

## Rwanda

*Pas de brève cette semaine*

## Seychelles

*Pas de brève cette semaine*

## Somalie

*Pas de brève cette semaine*

## Soudan

### Baisse du déficit commercial en 2021

Les échanges extérieurs ont légèrement diminué en 2021 avec un total de 13,52 Mds USD, soit -1 % par rapport à 2020. Cette baisse provient essentiellement d'une diminution des importations (-6 %) alors que les exportations ont progressé de 13 %, ce qui se traduit par une baisse du déficit commercial atteignant 5 Mds USD (contre 6 Mds en 2020). Les EAU et la Chine restent les deux principaux partenaires commerciaux du pays avec respectivement 3,8 et 2,8 Mds USD échangés, augmentant leur poids dans les échanges extérieurs, qui passe de 42 % à 55 %. L'or renforce sa place de premier poste d'exportation (avec 48 % du total), tandis que les principaux postes d'importation restent les denrées alimentaires (21% du total, mais en baisse de 29 %) et les produits pétroliers (18 %, en hausse de 30 %).

## Soudan du Sud

### L'autorité régional du Nord Bahr el Ghazal a levé 731,3 K€ pour la construction de l'université

Le gouvernement du Bahr El Ghazal a levé plus de 100 MSSP (731,3 K€) dans le cadre d'une collecte de fonds pour la construction de la première université de l'État du Nord Bahr El Ghazal. En décembre 2021, le gouverneur de l'Etat, Tong Aken Ngor, a lancé sa construction dans le but d'augmenter les services éducatifs aux citoyens. L'argent a été collecté lors d'un exercice de

collecte de fonds à Juba, qui a réuni de hauts responsables gouvernementaux et des hommes d'affaires. D'après le ministre de l'Information de l'État, le président Salva Kiir, le vice-président Hussein Abdelbagi et le conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité Tut Gatluak Manime figurent parmi les contributeurs. Le directeur de l'ARC Construction Company, Benjamin Bol, aurait promis la construction de quatre salles de cours et de quelques locaux administratifs. Cette levée de fonds promet une amélioration du capital humain dans la région et pourrait être reconduite à d'autres Etats du Soudan du Sud.

## 📍 Tanzanie

### Projet d'usine de liquéfaction de gaz à Lindi : avancée dans les négociations

Selon le directeur général de l'Autorité de régulation du secteur pétrolier amont (Pura) Charles Sangweni, le gouvernement pourrait signer, d'ici fin mai 2022, des accords initiaux (*Host Governments Agreements*) avec les sociétés d'exploration *Shell*, *Equinor*, *ExxonMobil*, *Pavilion Energy* et *Ophir Energy* dans le cadre du projet GNL tanzanien. Ce dernier concerne la construction d'une usine de liquéfaction à 30 Mds USD à Lindi, conclu en 2014 par un consortium d'acteurs privés (entreprises citées ci-dessus) et publics (*Tanzania Electric Supply Company*, *Tanzania Petroleum Development Corporation*) pour liquéfier puis exporter le gaz tanzanien (capacité de production prévue de 10 Mt de GNL/an). La présidente Samia Suluhu Hassan avait, en 2021, publiquement demandé la reprise de négociations entre le gouvernement et les acteurs privés, sur ce projet bloqué depuis 2019 suite à un désaccord entre les parties sur les termes du HGA.

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

[anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi  
([jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

[sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr](mailto:sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo :

©DGTresor